



Acte III du Quinquennat

Quels chantiers pour le nouveau Gouvernement ?

Le 2 juillet 2020, au cours d'un [entretien](#) pour la Presse Quotidienne Régionale (PQR), le Président de la République a dessiné **les grands objectifs de l'acte III du quinquennat**. Il a notamment précisé les **chantiers** du Gouvernement sur les deux ans à venir : « *Il nous faut dessiner un nouveau chemin. Je le vois autour de la reconstruction économique, sociale, environnementale et culturelle du pays. Cette reconstruction commence par le Ségur de la santé. Elle va se poursuivre par un chantier sur le grand âge, puis sur l'accompagnement de notre Jeunesse, car il ne saurait y avoir de génération sacrifiée. Un autre chantier essentiel est celui de l'égalité des chances, sur lequel nous n'avons pas été assez loin.* » En **matière environnementale**, son [discours du 29 juin](#) relatif aux propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat avait fixé un premier cap.

Le lendemain, le **Premier ministre Edouard PHILLIPE ayant annoncé sa démission, Jean CASTEX a été choisi pour lui succéder**. Suite de sa nomination, le nouveau Premier ministre a accordé deux entrevues lui permettant d'exposer sa feuille de route : le vendredi 3 juillet sur le plateau du [20h de TF1](#) et le 5 juillet, pour le [Journal Du Dimanche](#) (JDD).

Les priorités abordées par le couple exécutif sont :

1. La relance et la reconstruction de l'économie ;
2. La poursuite de la refondation de la protection sociale ;
3. La transition écologique ;
4. Le rétablissement d'un ordre républicain juste ;
5. La défense de notre souveraineté ;
6. La réforme de l'action publique dans les territoires.

1. La relance et la reconstruction de l'économie

• Orientations du Président de la République

Lors de son entretien pour la PQR, le chef de l'Etat a assuré que le plan de relance devait permettre de construire « *un modèle qui consomme moins* » plus « *pertinent en termes de souveraineté économique et en termes d'émissions de CO2* ». « *Nous nous donnons pour objectif de réindustrialiser le pays en réinventant un modèle industriel écologique* ».

Sur la **fiscalité**, Emmanuel MACRON a fait les annonces suivantes :

- **Pas d'augmentation d'impôt** : « *Ce serait une erreur profonde parce que nous sommes un des pays les plus fiscalisés du monde.* »
- **Pas de taxe carbone avant 2022**. Sa mise en place « *doit exister d'abord au niveau européen* » et doit s'inscrire dans le cadre d'une « *réforme fiscale en profondeur qui soit environnementale et juste* ».

• Interventions du Premier ministre

Concernant **le plan de relance** : le Premier ministre a annoncé sur TF1 souhaiter soutenir l'économie et favoriser « *les investissements dans les secteurs d'avenir* ». Parmi ses grands défis annoncés : « *La reconstruction de notre économie et la protection des Français, en amortissant les impacts immédiats sur leur quotidien et en aidant à la survie des entreprises. Au-delà, nous devons tirer des enseignements de cette crise et en faire une forme d'opportunité pour rendre notre pays plus fort qu'avant et engager une relance économique, écologique et sociale* » (JDD).

• Les ministres mobilisés pour la relance et la reconstruction de l'économie



Bruno LE MAIRE
Ministre de l'Economie,
des Finances et de la
Relance



Olivier DUSSOPT
Ministre délégué auprès du
ministre de l'Economie, des
Finances et de la Relance, en
charge des Comptes publics



Alain GRISET,
Ministre délégué auprès du
ministre de l'Economie, des
Finances et de la Relance,
en charge des Petites et
Moyennes Entreprises



Agnès PANIER-RUNACHER
Ministre déléguée en
charge de l'Industrie



Franck RIESTER
Ministre délégué auprès du Ministre
de l'Europe et des Affaires
étrangères, chargé du commerce
extérieur et de l'attractivité

2. La refondation de la protection sociale

• Orientations du Président de la République

« Nous sommes en train de bâtir un **modèle de formation** sans équivalent, notamment pour les jeunes ; nous sommes en train de créer une **nouvelle branche de la protection sociale**, celle de la dépendance ; nous sommes en train de **refonder l'hôpital** ».

- **La lutte contre le chômage.** « Nous devons collectivement rompre avec ce qui est la maladie française : la préférence pour le chômage. Le modèle français classique, c'est d'accepter des plans sociaux massifs, ensuite d'avoir un système très généreux qui les indemnise. On doit, par le dialogue social et la mobilisation de tous, réussir à **éviter, partout où on le peut, les plans sociaux** ou les limiter quand ils sont là ».
- **La question du temps de travail tout au long de la vie.**
 - « Nous ne pouvons pas être un pays qui veut son indépendance, la reconquête sociale, économique et environnementale et être **un des pays où on travaille le moins** tout au long de la vie en Europe ».
 - « Il n'y aura **pas d'abandon d'une réforme des retraites** (...) Je demanderai au gouvernement de réengager rapidement une **concertation** en profondeur, dans un dialogue de responsabilité associant les partenaires sociaux **dès l'été** sur ce volet des équilibres financiers ».

• Interventions du Premier ministre

Pour ce qui est de la refondation de la protection sociale, le Premier ministre a fait au JDD les annonces suivantes :

- « **Soutien aux soignants et la transformation de notre système de santé** dans le cadre du Ségur », qu'il souhaite conclure **la semaine du lundi 06 juillet**.
 - **Réforme des retraites**, qu'il souhaite en place « **à court-terme** » : « la crise a aggravé fortement le déficit de nos régimes de retraite ».
 - Application de la partie de la **réforme assurance chômage**, relative au changement du mode de calcul des allocations et initialement prévue pour le 1^{er} avril 2020, est **repoussée au 1^{er} septembre 2020**.
 - Réforme de la **dépendance**, qui « correspond à une nécessité ».
- « L'épidémie a mis en évidence le besoin impérieux (...) d'aller vers une **société moins inégalitaire** ».

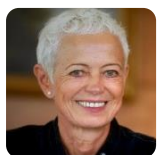
• Les ministres mobilisés pour la refondation de la protection sociale



Elisabeth BORNE
Ministre du Travail, de
l'Emploi et de l'Insertion



Olivier VERAN
Ministre des Solidarités et
de la Santé



Brigitte KLINKERT
Ministre déléguée
auprès de la ministre du
Travail, de l'Emploi et de
l'Insertion, en charge de
l'Insertion



Brigitte BOURGUIGNON
Ministre déléguée auprès du
ministre des Solidarités et de la
Santé, en charge de
l'Autonomie Travail, de l'Emploi
et de l'Insertion, en charge de
l'Insertion

3. La transition écologique

- **Orientations du Président de la République**

Sur la transition écologique, le Président de la République a précisé les **grands objectifs des deux ans à venir** lors de son allocution du 29 juin 2020 relative aux propositions faites par la Convention citoyenne sur le climat :

- **15 milliards d'euros supplémentaires pour « la conversion écologique de notre économie »** : « dans le plan de relance que nous sommes en train de préparer, 15 milliards d'euros supplémentaires sur deux ans, seront injectés dans la conversion écologique de notre économie ».
- **Référendum « d'ici fin 2021 »** qui portera sur l'introduction des notions de "biodiversité, d'environnement, de lutte contre le réchauffement climatique" dans l'article 1er de la Constitution.
- « Possibilité de **conduire dès 2021 un référendum sur la base de l'article 11 de la Constitution**, sur un ou plusieurs textes de lois » reprenant les propositions de la Convention citoyenne. S'il n'a pas dit quelles mesures pourraient être soumises au vote des Français, un projet de loi spécifique intégrant plusieurs dispositions sera présenté « à la fin de l'été ».
- Le **CESE devient la chambre des conventions citoyennes** et le président annonce qu'il « souhaite que se créent d'autres conventions sur d'autres sujets ». Les membres de la convention citoyenne pourront user d'un "droit d'alerte" auprès du gouvernement et de lui-même si la mise en œuvre de leur proposition ne leur paraissait « pas assez ambitieuse ». En outre, une réforme du CESE sera présentée au prochain Conseil des ministres afin de faire « du CESE la chambre des conventions citoyennes ».

- **Interventions du Premier ministre**

L'écologie serait au cœur du programme de Jean CASTEX (JDD) : « Agir pour l'environnement n'est pas une option, c'est une obligation. » Il envisage des actions **concrètes et immédiates**, en partenariat avec les acteurs locaux : « lutte contre les fuites dans les réseaux d'eau, contre l'artificialisation des terres, pour l'isolement thermique, les toitures photovoltaïques, le nettoyage des rivières, les pistes cyclables, la lutte contre le gaspillage, les circuits courts, le bien-être animal... ».

- **Les ministres mobilisés pour la transition écologique**



Barbara POMPILI
Ministre de la Transition
écologique



Emmanuelle WARGON
Ministre déléguée auprès de la
ministre de la Transition
écologique, en charge du
Logement



Marc FESNEAU
Ministre délégué auprès du
Premier ministre chargé des
relations avec le Parlement et de
la participation citoyenne



Jean-Baptiste DJEBBARI,
Ministre délégué auprès de la
ministre de la Transition
écologique, en charge des
Transports

4. Le rétablissement d'un ordre républicain juste

- **Orientations du Président de la République**

Le chantier de l'égalité des chances : « nous n'avons pas été assez loin. On le voit quand une partie de notre jeunesse nous dit « quand on a telle couleur de peau ou tel prénom, on n'a pas la même place dans la République ».

- **Interventions du Premier ministre**

La sécurité et la « restauration de l'ordre républicain » est pour Jean CASTEX l'une des priorités.

- **Les ministres mobilisés pour l'ordre républicain**



Gérald DARMANIN
Ministre de l'Intérieur



Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports



Marlène SCHIAPPA
Ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en charge de la Citoyenneté



Elisabeth MORENO
Ministre déléguée auprès du Premier ministre, en charge de l'Egalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Egalité des chances



Eric DUPOND-MORETTI
Garde des Sceaux, ministre de la Justice

5. La défense de notre souveraineté

- **Orientations du Président de la République**

Le 16 juin 2020, lors d'une visite du site de SANOFI Pasteur à Marcy-l'Etoile (Rhône), le Président de la République a salué le partenariat conclut entre l'entreprise pharmaceutique et l'Etat, qui s'inscrit dans « *stratégie française de reconquête de notre pleine **souveraineté sanitaire et industrielle*** ». Dans son entretien du 2 juin pour la PQR, Emmanuel MACRON a de nouveau identifié la « *défense de la **souveraineté européenne*** » pour l'une de ses priorités.

- **Interventions du Premier ministre**

Pour Jean CASTEX dans le JDD, « *L'épidémie a mis en évidence le besoin impérieux de retrouver une **souveraineté économique** (...)* ». « *Il ne s'agit pas de revenir sur les engagements pris par le président de la République et la promesse d'une société du travail, d'un projet d'émancipation, d'une **volonté de retrouver notre souveraineté*** ». »

- **Les ministres mobilisés pour la défense de la souveraineté**



Jean-Yves LE DRIAN
Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères



Bruno LE MAIRE
Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance



Agnès PANIER-RUNACHER
Ministre déléguée en charge de l'industrie

6. Réforme de l'action publique dans les territoires

- **Orientation du Président de la République**

Dans son échange avec la presse quotidienne régionale, le Président de la République a précisé ses objectifs sur l'organisation de l'action publique dans les territoires : « *Je suis prêt à **associer tous les élus qui sont prêts à l'effort de reconstruction*** »

- **Faciliter la différenciation** : « *Je suis favorable à ce qu'on ait plus de différenciations (...) cela correspond à la fois à la demande des collectivités territoriales et au besoin des territoires. Avec la différenciation, je suis prêt à faciliter les expérimentations* »
- « *Pas de grandes réformes institutionnelles* » mais ouverture cet été d'une « **grande conférence des territoires** » afin d'étudier « *au cas par cas* »

- **Interventions du Premier ministre**

L'implication des acteurs locaux participent à la redéfinition de la méthode d'action de l'exécutif : « *plus on agit près du terrain, plus on est efficace* ». « *L'État peut aussi exister sur les territoires. Durant la crise du Covid, j'ai beaucoup plaidé pour l'efficacité du couple "maire-préfet". C'est l'union du terrain et de l'État.* »

- **Les ministres mobilisés pour l'action publique dans les territoires**



Jacqueline GOURAULT
Ministre de la Cohésion
des territoires et des
Relations avec les
collectivités territoriales



Gérald DARMANIN
Ministre de l'Intérieur



Nadia HAI
Ministre déléguée auprès de la
ministre de la Cohésion des
territoires et des Relations avec
les collectivités territoriales, en
charge de la Ville



Amélie DE MONTCHALIN
Ministre de la Transformation
et de la Fonction publiques